

## L'Enfer Vert

### Un projet pavé de bonnes intentions

Ce que nous réservent les écolo-technocrates à partir du cas de Lille Métropole

« Rien n'ayant jamais été donné pour rien sur terre, si l'homme prétend s'émanciper totalement de la nature, il pourrait bien le payer d'un contrôle social total. C'est pourquoi aux menaces de catastrophes entraînées par l'exploitation sans fin de la terre s'en ajoutent d'autres, provoquées par les réactions de la matière humaine écrasée sous le poids croissant de la machine sociale, par le malaise physique et spirituel de l'homme qui ne peut tolérer de bonheur que le sien, et non celui qu'on lui fabrique dans les laboratoires et ministères. Ce paradis auquel ne manque que la part de la nature et de la liberté, du corps et de l'esprit, ne peut être qu'un enfer. Mais l'échec même, écologique et humain, de ce "progrès" ne peut que le mener à se renforcer. Pour contrôler les dangers de moyens de plus en plus puissants et fragiles parce que complexes, gérer un espace et des ressources qui s'épuisent, prévoir et maîtriser les réactions humaines qui empêcheraient de la faire, on est obligé de renforcer l'organisation. On est contraint de tout connaître, tout calculer, tout prévoir pour ce qui est de la nature et de l'homme. Et comme le phénomène dépasse les frontières, seule une organisation – un État – mondiale, gérant l'ensemble planétaire par ordinateur, peut éviter le désastre. [...] Dans le meilleur des cas, l'homme ne se serait dégagé d'une nature totale que pour se livrer à une autre, totalitaire. »

**Bernard Charbonneau, *Le Feu vert*, 1980, éd. Parangon pour l'édition 2009.**

« – Ou bien nous nous regroupons pour imposer à la production institutionnelle et aux techniques, des limites qui ménagent les ressources naturelles, préservent les équilibres propices à la vie, favorisent l'épanouissement et la souveraineté des communautés et des individus. C'est l'option conviviale ;

- Ou bien les limites nécessaires à la préservation de la vie seront calculées et planifiées centralement par des ingénieurs écologistes, et la production programmée d'un milieu de vie optimal sera confiée à des institutions centralisées et à des techniques lourdes. C'est l'option technofasciste, sur la voie de laquelle nous sommes déjà plus qu'à moitié engagés. "Convivialité ou technofascisme." »

Note de bas de page : « Dans Ivan Illich, *La Convivialité*, p154, ces remarques qui sans le nommer, visent sans doute le Club de Rome : "*Une élite organisée, opposée à la croissance au nom de principes abstraits, est probablement en formation. Mais [...] elle est l'antidote industriel à l'imagination révolutionnaire. En incitant la population à accepter une limitation de la production industrielle sans mettre en question la structure de base de la société*

*industrielle, on donnerait obligatoirement plus de pouvoir aux bureaucrates qui optimisent la croissance et on en deviendrait soi-même l'otage. La production stabilisée de biens et services très rationnalisée et standardisée éloignerait encore plus de la production conviviale que ne le fait la société industrielle de croissance". »*

**Michel Bosquet (André Gorz), *Ecologie et liberté*, 1977, éd. Galilée.**

## **Introduction**

Je n'étais pas né quand André Gorz et Bernard Charbonneau nous annonçaient ce que nous voyons arriver maintenant : à Lille et ailleurs. Comme d'autres, je participe aux manifestations antinucléaires, contre l'autoroute A24, les OGM ou la vidéosurveillance. Depuis deux ans, j'ai été de ceux qui ont manifesté contre les nanotechnologies et en particulier le programme de dissémination de puces RFID dans la métropole lilloise. C'est alors qu'avec des amis, nous nous sommes confrontés directement aux élus verts de Lille Métropole en première ligne pour défendre ce projet "écolo" de cette métropole socialiste.

En juin 2009, j'apprends que Lille Métropole a dans ses cartons le projet de coller une puce RFID (Radio Frequency Identification) aux clients des transports en commun<sup>1</sup>. Le projet n'est pas clair encore mais, avec l'expérience parisienne de la carte Navigo et la critique plus générale des nanotechnologies, ma méfiance s'aiguise. D'autant plus que l'opération est grossière.

Alors que la communauté urbaine a voté en avril 2009 sa « délibération-cadre » sur la « Mobilité » qui introduit l'usage des puces RFID dans les cartes de transports en commun, le 17 novembre, est organisé à Lille un pseudo débat sur les nanotechnologies piloté par la Commission nationale du débat public (CNDP). Cette réunion a lieu dans le cadre d'une campagne nationale. Elle doit porter précisément sur les RFID. Cette pseudo-discussion fleurit bon le téléguidage par le patronat local, et l'appriivoisement de la critique par un jeu de (contre) expertise. Nous sommes à la Chambre de commerce et d'industrie. La liste des intervenants nous permet de découvrir les promoteurs lillois des nanotechnologies, de l'industrie textile et des RFID. On retrouve Alain Cappy de l'Institut d'électronique, microélectronique et nanotechnologies basé à l'université Lille 1 ; Franck Duhamel, vice-président de l'Union des industries textiles du Nord-Pas de Calais ; Alex Türk, président de la Commission nationale de l'informatique et des libertés ; Chékib Gharbi, directeur d'EuraRFID basé à Euratechnologies à Lille ; David Simplot-Ryl de l'Institut national de recherche en informatique et en automatique,

situé lui aussi à Lille 1. Comme d'autres ailleurs en France, nous avons saboté cette mascarade. La réunion annulée, les Verts et les décideurs lillois n'en poursuivent pas moins leur programme de gestion rationnelle des populations.

Ce programme, quel est-il ? Il s'agit ni plus ni moins que d'équiper chaque habitant de Lille Métropole d'une carte de vie quotidienne dotée d'une puce "sans contact" (encadré RFID). C'est un projet d'identification et de traçabilité à distance de tous les habitants du Nord-Pas de Calais. Il n'est pas défendu par une droite de la droite mais par les socio-technocrates du Parti socialiste et les écolo-technocrates d'Europe Ecologie-Les Verts. Précisément, il s'agit d'Eric Quiquet et Dominique Plancke, respectivement élu aux transports de Lille Métropole et président de la commission Transports du Conseil régional, qui défendent le flicage généralisé. Des Verts. Des écolos. Vous les preniez pour leur caricature : des hurluberlus inoffensifs, babas échappés des pages de *L'An 01*, les personnages de Cabu et Gébé croqués dans les pages de *Charlie Hebdo*, de *La Gueule ouverte*, voire d'*Actuel* ou de *Libération*, vélocyclistes, végétariens, amateurs de bals folk et de fromages de chèvre. Ils s'en sont toujours défendus. Ils prouvent maintenant qu'ils avaient raison.

Afin qu'aux heures de pointe des milliers de salariés puissent s'entasser dans l'univers clos et automatisé d'une rame de métro, la « gestion » des incivilités, et donc des comportements de chacun, devient un enjeu économique primordial. La rationalisation du *vivre-ensemble* s'impose d'elle-même dans une société qui nous a définitivement réduits à l'état d'agents économiques et citoyens perdus dans l'anonymat des masses et des flux. Il s'agit d'assurer, *coûte que coûte*, la marche des transports publics. D'autant que, comparativement à la voiture, les transports en commun seraient un moyen « écologique » de transporter toujours plus. Pour les rendre plus désirables face « *au défi de l'insécurité* », à partir de 2002, Éric Quiquet, ce jeune technocrate cycliste, multiplie les mesures de maintien de l'ordre. Il fait d'abord installer « *un dispositif humain de Prévention Médiation* » de 500 « agents » en contrats d'insertion. Ceux-là qui rôdent dans les stations affublés d'une tenue orange, payés à *être là*. Puis viennent les 1 200 caméras installées dans les couloirs et stations de métro, auxquelles s'ajoutent, jusqu'à l'intérieur des rames et des autobus, la mise sous écoute des voyageurs. Comme ce n'est jamais assez, Lille Métropole met ensuite en place « *2 515 caméras enregistrant douze images par seconde sur disque dur amovible, qui sauvegardent 48 heures durant les vidéos à l'usage de la Police Nationale* ». « *Précisons que les images enregistrées sont écrasées mécaniquement* » mais restent exploitables « *au delà de ce délai uniquement dans le cas d'un dépôt de plainte* », nous dit Quiquet. Magnifique tour de langue pour ne pas avouer que les

enregistrements ne disparaîtront jamais. Dix ans après ces premiers ébats sécuritaires, les contrôleurs multiplient les opérations *coup de poing* conjointement avec la Police. Et désormais, avec les progrès apportés par les nanotechnologies et la miniaturisation de l'informatique, Quiquet oblige chaque voyageur à s'identifier à l'entrée des transports en commun grâce à une carte à puce RFID. Dans le même temps, c'est Dominique Plancke, président de la commission Transports du Conseil régional, qui équipe les voyageurs des Trains express régionaux de cette même carte « sans contact ». Bien avant qu'un gouvernement de droite ne l'impose nationalement, nous voilà munis d'une carte d'identité électronique. Une mini société de contrôle et de surveillance propre aux flux de bétail humain voit le jour sous des auspices écolos. L'avant-gardisme technophile des Verts nous donne un avant-goût concret de la « ville ubiquitaire », de leur *Urban Web Project*, de la « France augmentée » : elle sera fluide et sous contrôle.

Tomjo, le 7 décembre 2011